

1998-569

COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE

ANNEE 1997-1998

STRATEGIE
POUR UNE INTEGRATION
ECONOMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

LT-COLONEL NEGRI
DIVISION A
GROUPE A5

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I. L'IMPORTANCE de LA CRISE

II. LES CAUSES de LA CRISE

III. LA COMMUNAUTE DES ETATS de L'AFRIQUE de L'OUEST

IV. SOLUTIONS POUR UNE TRANSFORMATION ECONOMIQUE

CONCLUSION

INTRODUCTION

L'Afrique connaît actuellement une crise majeure. Les causes réelles de ce marasme sont nombreuses : les unes sont dues aux forces extérieures, les autres sont inhérentes aux africains eux mêmes. Il paraît nécessaire de les examiner pour mieux les comprendre et, ainsi, être en mesure d'agir, pour mettre un terme à ce cycle infernal qui mobilise toute l'énergie des africains.

Toutefois, il serait faux de penser que le continent est dans une situation désespérée car il possède les capacités requises pour sortir de la crise. Mais, pour y arriver, les africains doivent d'abord se prendre en main. Certes, la tâche ne sera pas aisée; il faudra rompre avec les vieilles méthodes et tirer les leçons des erreurs du passé. Une coopération plus active doit s'instaurer entre les États africains et entre l'Afrique et le monde développé en convenant des objectifs à long terme et des contraintes à respecter.

I. L'IMPORTANCE DE LA CRISE AFRICAINE

Les événements qui ont eu lieu en Afrique au cours des dernières décennies ont eu des conséquences désastreuses pour le continent. Aucune autre région du monde ne souffre d'une telle dégradation de sa situation économique, politique et sociale. Les taux de croissance économique sont inférieurs à ceux des autres régions en développement. L'Asie et l'Amérique latine connaissent un accroissement de la production alimentaire par habitant et une baisse des taux de croissance démographique, alors qu'il se passe exactement le phénomène inverse en Afrique. Les conditions sanitaires s'améliorent rapidement à travers le monde, alors qu'en Afrique la famine n'a fait qu'aggraver l'état de santé des populations. Aujourd'hui, plusieurs centaines de millions d'Africains - plus d'une personne sur trois en Afrique subsaharienne - dépendent totalement, ou en partie, des produits alimentaires importés. Sur les 34 pays les plus pauvres du monde, plus de 20 sont africains. Leurs difficultés ont atteint des proportions effrayantes.

-L'Afrique connaît une baisse substantielle de sa production agricole. Les maladies déciment les troupeaux et freinent la productivité. La sécheresse a empêché les plantes et les arbres de se développer.

-La population africaine s'accroît plus vite que partout ailleurs dans le monde alors que la production alimentaire ne cesse de baisser.

-L'Afrique a près de 5 millions de réfugiés par suite des famines et surtout de la guerre.

-L'urbanisation se fait rapidement et contribue à l'apparition de bidonvilles où se développent le chômage, la criminalité, les maladies et la faim.

-La dette internationale pèse sur les pays qui déjà sont au bord de l'asphyxie.

II. LES CAUSES DE LA CRISE AFRICAINE

La dégradation de l'économie de l'Afrique subsaharienne résulte en partie d'une mauvaise gestion interne. L'intervention massive de l'Etat au niveau de la production et de la distribution des biens et des produits a conduit à une utilisation inefficace des ressources limitées par rapport aux objectifs de développement que s'étaient fixés les pays. D'importants obstacles à la progression des exportations et de l'agriculture ont entraîné une stagnation de la croissance économique, freiné le développement social, accru la dépendance vis à vis des importations de denrées alimentaires .

Le « choc pétrolier » de 1973 a été le premier facteur de crise d'une longue série qui a placé les africains dans une spirale infernale. Les difficultés qui ont ébranlé les économies des pays développés dans les années 1970 et au début des années 1980 ont en effet frappé l'Afrique de plein fouet en faisant chuter les recettes provenant des exportations et augmenter le prix des importations. Le pouvoir d'achat des exportations s'est ainsi trouvé réduit de 30 pour 100. L'économie, alors dépendante essentiellement de quelques exportations, a été également victime de l'absence d'une politique bien définie. L'agriculture a été négligée et cela se reflète encore aujourd'hui dans les allocations budgétaires; les politiques de contrôle des prix ont aussi contribué à affaiblir les incitations à la productivité; la corruption est souvent présente dans la gestion de l'économie.

Ce sont toutes ces erreurs qui ont contribué à l'instabilité politique, laquelle à son tour les a accentuées. Un contexte difficile dont l'Afrique doit non seulement traiter les symptômes, mais également s'attaquer aux causes que sont: la fragilité, le manque d'équilibre des systèmes économiques , la mauvaise utilisation des ressources humaines et la balkanisation en petites entités économiques, pour ne citer que celles-là. Les africains doivent donc comprendre que pour sortir de la crise, ils ont besoin de mettre en oeuvre une politique de développement qui, de nos jours, est devenue un élément constitutif de la stratégie et de l'indépendance des Etats.

Dans la première partie de notre étude, nous avons montré l'ampleur de la crise africaine. Dans la deuxième partie, nous nous sommes penchés sur ses causes. Nous allons, maintenant, tenter de définir une stratégie de développement économique pour l'Afrique de l'Ouest. Mais auparavant , voici une présentation sommaire de l'organisation sous-régionale, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

III. LA COMMUNAUTE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) regroupe seize pays: le Benin, le Burkina-Faso, le Cape-Vert la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra-Leone et le Togo.

Elle couvre une superficie de 7.900.000 km² et compte une population d'environ 200 millions d'habitants dont près de la moitié vivent au Nigeria, la grande

puissance régionale. Les rivalités entre anglophones et francophones sont manifestes au sein de l'organisation et les différences de niveau de développement entre Etats pauvres, Etats enclavés du Sahel et Etats côtiers sont importantes. Ces déséquilibres sont aujourd'hui partiellement atténués par des migrations de travailleurs en direction de certains pays comme la Côte d'Ivoire, mais pourraient constituer, dans l'avenir, un facteur potentiel de déstabilisation.

IV. SOLUTIONS POUR UNE TRANSFORMATION ECONOMIQUE

Les différentes tentatives d'intégration régionale au niveau du continent montrent que tous les Etats sont conscients que l'handicap majeur à la compétitivité de l'économie africaine réside dans la balkanisation des marchés. Mais la situation est telle, que le chemin à parcourir reste encore très long.

C'est pourquoi, il est clair que pour envisager une politique globale d'intégration économique, chaque Etat doit avant tout assainir sa situation économique intérieure. En d'autres termes, une politique de redressement, comprenant des impératifs pour le court terme et des objectifs pour le long terme doit être mise en oeuvre.

41. Les impératifs

Les impératifs sont les mesures indispensables à prendre par tous les Etats membres des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Ils sont indispensables parce que si ils sont omis, il y a peu de chance, voire aucune chance, de s'engager sur la voie du développement.

la stabilité politique

En Afrique de l'Ouest, l'agitation politique incessante a entraîné le délabrement des infrastructures et contraint un nombre grandissant d'individus à se réfugier dans des secteurs dépourvus de structure et échappant au contrôle de l'Etat. De même, les pays engagés dans des conflits internes, comme le Liberia et la Sierra-Leone, ont sérieusement compromis leur essor économique. Il est évident que les dépenses en hommes et en matériels militaires engendrées par ces conflits au niveau de ces pays, ont épuisé les maigres ressources des pays impliqués et détruit les infrastructures nécessaires à la production, à la commercialisation et à la distribution. La stabilité politique est une condition nécessaire du progrès économique. Elle crée un environnement qui garantit l'emploi rationnel des ressources pour améliorer la qualité de la vie.

La maîtrise de la démographie

Dans une région aussi pauvre que l'Afrique de l'Ouest (400 dollars de revenu par habitant, en moyenne) où la progression démographique est proche de 3 % par an, le freinage de cette croissance est une nécessité impérieuse. Tant que l'inflation démographique ne sera pas jugulée, il est tout à fait illusoire de s'attendre à des progrès significatifs dans le domaine du développement économique. Si nous

jetons un regard rétrospectif sur le monde occidental, nous notons que l'accélération de la progression démographique a été suscitée par l'augmentation des ressources alimentaires résultant de la révolution agricole. Cette révolution agricole a permis, et entraîné plus tard, un développement industriel et technique, qui rendit possible des progrès spectaculaires. Cette situation a favorisé des changements de mentalité d'une grande partie de la population, changements qui se sont traduits notamment par une natalité maîtrisée. De ce fait, dans les sociétés occidentales, depuis leur phase de démarrage au XIX^{ème} siècle, les taux de progression démographique n'ont jamais dépassé les 2% par an.

En Afrique, cette étape a fait défaut, laissant place à un "boom" démographique, à la fois cause et conséquence importantes du sous-développement et obstacle majeur au démarrage économique. Ce rapide accroissement de la population et de sa jeunesse, se traduit par des demandes accrues au niveau des systèmes éducatifs et sanitaires déjà inadéquats. Handicapés par la lenteur de leur croissance économique, les gouvernements voient le résultat net de l'important rapport de dépendance que représente l'accroissement de la part du produit national dédiée à la consommation.

La priorité agricole

Les spécialistes en histoire économique ont depuis longtemps assigné une place importante à l'agriculture. Mais dans la sous-région, l'agriculture a été la grande oubliée des problèmes de développement. Or, il est clair que toute tentative de redressement rapide de l'économie, passe obligatoirement par une réorientation radicale des politiques en faveur de ce secteur et surtout, de la production alimentaire. Compte tenu du fait qu'une bonne partie de la population vit en zone rurale, c'est en accroissant les productions agricoles et vivrière que l'on obtiendra les meilleurs résultats en matière de création d'emplois et de revenus, condition indispensable de la relance économique.

42. les objectifs

Le renforcement de la coopération et de l'intégration est le but à atteindre à terme. Dans ce cadre, au niveau de la région on doit, dans un premier temps, favoriser des accords entre Etats pour mettre en application des projets d'intérêts communs. Ensuite, ces projets doivent pouvoir évoluer et s'étendre aux autres pays de la sous-région. A titre d'exemple, l'UMOA (union monétaire ouest-africain) regroupe sept Etats de la zone franc. Ces pays ont certaines valeurs communes: la langue et la monnaie. Cette union monétaire doit tendre vers une union économique qui mènera à terme à un marché unique en Afrique de l'Ouest, englobant non seulement les pays de la zone franc, mais progressivement les autres pays.

Adoptant la même démarche, les pays doivent avoir également une stratégie commune de développement agricole. L'objectif sera de concevoir une politique, grâce aux innovations technologiques, afin de mieux comprendre les contraintes liées aux ressources naturelles et aux institutions. Cette stratégie recherchera aussi les moyens d'accroître la productivité agricole grâce à la conservation des ressources naturelles, en particulier dans les régions subsahariennes. Dans ce

contexte, une recherche doit être entreprise par les différents gouvernements pour évaluer ce qui peut être fait dans tous les secteurs de l'activité économique.

Sur le plan des transports, il faut réduire leur coût entre les Etats et élever les tarifs extérieurs pour qu'une union douanière fasse pencher les avantages sur les échanges à l'intérieur de la sous-région. Dans la plupart des Etats, les principaux moyens de transport existent et ce réseau doit constituer l'épine dorsale pour la circulation des biens et des personnes.

CONCLUSION

L'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui une région morcelée en une multitude de petits marchés nationaux. Face à cette situation, la coopération économique est la seule voie de salut pour sortir de la crise. Cette coopération doit servir de politique de transformation économique. Elle n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour atteindre le développement.

Ainsi, la sous-région est condamnée à mobiliser ses forces et ses ressources pour relever le défi du développement. Son avenir ne passe que par un grand ensemble économique. Il est donc urgent de convertir cette zone en un espace bien géré et bien structuré. Si l'Afrique de l'Ouest souhaite ne plus dépendre des dons ni subir la famine, elle doit adopter une politique de coopération dont l'objectif final sera de promouvoir l'intégration des marchés et de créer ainsi une économie qui élèvera le niveau de vie. La coopération doit être élargie à tous les domaines sur la base d'une interdépendance des pays de la sous-région. C'est en maintenant des liens plus étroits entre les Etats que la sous-région commencera à sentir l'effet stimulant d'un marché plus vaste.

Certes, le chemin qui conduit au développement n'est pas sans difficultés. Il est très sinueux et plein d'obstacles. Mais l'Afrique de l'Ouest doit comprendre qu'elle n'a pas le choix. L'intégration économique est, pour elle, la seule chance qui mènera au développement.



MAURITANIE

MALI

NIGER

SÉNÉGAL

GUINEE BISSAU

BURKINA FASSO

GUINÉE

BENIN

NIGERIA

SIERRA LEONE

TOGO

LIBERIA

GHANA

COTE
D'IVOIRE

ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BIBLIOGRAPHIE

PAUL BAIROCH: le tiers monde dans l'impasse

POLITIQUE ETRANGERE: l'Afrique, incertitude et espoir

RAYMOND-MARIN LEMESLE: la convention de Lomé: principaux objectifs et exemples d'action 1975-1995

CLAUDE BEAUCHAMP: démocratie, culture et développement en Afrique